

part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Veuves de guerre et pupilles de la nation)* [20 décembre 1952] (p. 6736); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Majoration des pensions des orphelins de guerre et pupilles de la nation)* [24 janvier 1953] (p. 262, 263); le retire (p. 263). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise menaçant l'industrie aéronautique française [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSES NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Défense des usines nationalisées, utilité d'envisager un plan financier libéré du principe de l'annualité budgétaire)* [16 mars 1954] (p. 882, 883); *Besoins de l'industrie aéronautique, insuffisance des crédits consacrés aux études, recherches et prototypes, fermeture des usines, licenciement du personnel, le procès des nationalisations fait par M. Guy La Chambre* [17 mars 1954] (p. 949, 950, 951); SECTION AIR : *La politique d'exportation, investissements dans les études, recherches et constructions de prototypes* [18 mars 1954] (p. 1010); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Disparité de la rémunération du personnel à salaire horaire dans l'industrie aéronautique)* (p. 1014); Chap. 51-71 : *Le Baroudeur, la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* (p. 1019); Chap. 52-71 : *Amendement de M. Arbeltier (Insuffisance des crédits d'investissement et de fonctionnement de l'O.N.E.R.A.)* (p. 1020); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Air France, causes du déficit de sa gestion, création d'une commission des problèmes aéronautiques, situation de M. Chaban Delmas ancien président de la Compagnie chérifienne des transports et Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, choix de*

M. Ziégler comme directeur de cabinet [17 novembre 1954] (p. 5133 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Rentabilité d'Air-France* (p. 5145, 5146); Chap 31-32 : *Son amendement indicatif (Personnel de la navigation aérienne et de la météorologie)* (p. 5150); Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5152); le retire (ibid.); Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Fonctionnaires des ponts et chaussées assurant le service des bases aériennes)* (p. 5152); le retire (ibid.); Chap. 45-81 : *Comptabilité de la Compagnie Air-France* (p. 5159); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Crédits affectés aux études, investissements et fabrications aéronautiques; Nécessité d'une commission chargée de ces problèmes; Equipement en avions de T. O. M.; Les « Armagnac »* [23 juillet 1955] (p. 4129 à 4131).

AUBIN (M. Jean), Député des Hautes-Alpes (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le Barrage de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes), n° 5731. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi portant statut de la mutualité agricole, n° 5971. — Le 10 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide financière et des dégrèvements d'impôts aux agriculteurs du département des Hautes-Alpes, victimes des gelées tardives des 2 et

3 juin 1953, n° 6294. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Aubin et plusieurs de ses collègues (n° 5731) tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le barrage de Serre-Ponçon (Hautes et Basses-Alpes); 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 6086) tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, le projet de loi concernant le barrage de Serre Ponçon et l'aménagement hydro-électrique et agricole de la Basse-Durance; 3° de M. Félix Gouin (n° 6328) tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre par Electricité de France pour l'aménagement de la Durance dont la pièce maîtresse est la construction du barrage de Serre-Ponçon, n° 6423. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les petits viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru institué par l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, n° 6837. — Le 20 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance, n° 8899. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le statut de la recherche et de l'exploitation du pétrole, n° 10802. — Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant au remboursement des indemnités compensatrices payées au titre d'emploi de la main-d'œuvre de prisonniers de guerre et complétant l'article 30 de la loi de finances du 27 mai 1955, n° 11443. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 55-6 du 5 janvier 1955 relative à l'aménagement de la Durance, en ce qui concerne les expropriations de Serre-Ponçon, n° 11829 (rectifié). — Le 9 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été cédées les parts sous séquestre de la Société des ateliers de construction Lavallette, n° 11851.

Interventions :

Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice

1954), INDUSTRIE ET COMMERCE, Article additionnel : *Son amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement le projet d'aménagement de la Durance et de la Neste (barrage de Serre Ponçon [10 décembre 1953] (p. 6440, 6441) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de Rapporteur : Barrage de Serre Ponçon, villages noyés dans les Hautes et Basses-Alpes [13 août 1954] (p. 4219, 4220) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Lambert (Construction d'une centrale hydraulique en aval de Chateaufrenard afin d'éviter que l'eau manque dans cette ville) (p. 4235) ; Article additionnel de M. Lambert (Obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Mallemort et de construire une digue) (p. 4236) ; Article additionnel de M. Lambert (Maintien d'un débit d'eau minimum de 15 mètres cube seconde en aval de Mallemort) (p. 4237) ; Article additionnel de M. Lambert (Construction d'un canal agricole entre Orgon et Eygalières) (p. 4237) ; Art. 4 : Amendement de M. Lambert tendant à faire bénéficier les arrosants de l'augmentation de 20 0/0 des débits de canaux agricoles prévue à l'article 4 (p. 4238) ; Art. 7 : Amendement de M. Degoutte relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation (p. 4242) ; Art. 8 : Amendement de M. Lambert tendant à indemniser les expropriés suivant le principe appliqué pour les dommages de guerre par la loi du 28 octobre 1954 (p. 4243) ; Amendement de M. Massot tendant à supprimer l'article 8 bis relatif aux modalités d'indemnisation des expropriés (p. 4244) ; Art. 6 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Coustou (Délais accordés à E. D. F. pour les aménagements d'écoulement d'eau dans les Hautes-Alpes) (p. 4246) ; le requiert (ibid.). = S'excuse de son absence [3 septembre 1951] (p. 6786), [4 novembre 1952] (p. 5121), [1^{er} février 1955] (p. 554), [24 novembre 1955] (p. 5990). = Obtient des congés [3 septembre 1951] (p. 6786), [14 novembre 1952] (p. 5121), [1^{er} février 1955] (p. 554), [24 novembre 1955] (p. 5990).*

AUBRY (M. Albert), Député d'Ille-et-Vilaine (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé Président de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951]